

## L'ALCO, partenaire privilégié de la finance

L'Association luxembourgeoise des Compliance Officers (ALCO) compte près de 250 membres.

En quatre ans d'existence, l'ALCO est devenue un des intervenants reconnus de la place financière. Son président, Jean-Marie Legendre, a souligné la croissance continue de l'association qui peut aujourd'hui prétendre à une réelle représentativité des Compliance Officers du secteur financier, elle compte maintenant près de 250 membres.

Le dynamisme de l'ALCO se traduit par l'organisation de différentes manifestations destinées à ses membres mais aussi, dans certains cas, ouvertes sur l'extérieur. Citons notamment la conférence organisée en commun avec les associations des réviseurs d'entreprises, des experts comptables et des auditeurs en janvier dernier au cours de laquelle Laurent Mosar, notamment, rapporteur de la dernière loi antiblanchiment, a commenté cette législation devant un public nombreux.

L'ALCO est aussi très présente comme participante à différents travaux de la place financière. Elle est consultée sur des sujets de sa compétence par les autorités et invitée à différents comités consultatifs. Ainsi, a-t-elle l'occasion de donner son avis sur certains textes législatifs et réglementaires en cours d'élaboration.

Le président a également souligné la nouvelle politique de communication de son association. Cette politique s'exerce à travers le



Photo: la archives/nikolas bouvy

Jean-Marie Legendre.

bulletin de l'ALCO qui publie des articles de fond sur différentes questions intéressant la Compliance ainsi que sur le nouveau site Internet qui vient d'être lancé : [www.alco.lu](http://www.alco.lu).

Après le rapport du trésorier et le renouvellement du conseil d'administration, deux membres du parquet de Luxembourg, MM. Zeyen et Boulot, substituts du procureur d'État, et en charge de la cellule de renseignements financiers, ont décrit les différentes conditions qui président à la collaboration du secteur financier avec les autorités dans le domaine de la lutte antiblanchiment et contre le financement du terrorisme.